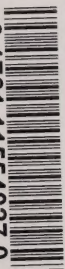


CA1
EP5

-72E54

3 1761 11554027 0





Environment
Canada

Environnement
Canada

CAI EP5

72 E 54

Environment and the Law

L'environnement et la loi

A summary of environmental jurisdictions
and recent federal anti-pollution legislation
in Canada.

Un résumé des responsabilités en matière
d'environnement et des lois contre la
pollution adoptées récemment par le
Gouvernement du Canada.

Environment and the Law

L'environnement et la loi

Le partage des responsabilités

Même si le gouvernement fédéral est appelé à jouer un rôle prépondérant pour améliorer la qualité de l'environnement, la responsabilité juridique de la protection et de l'amélioration de notre milieu est partagée à divers degrés entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.

La plupart des ressources naturelles qui n'appartiennent pas à des intérêts particuliers et qui se trouvent à l'intérieur des limites provinciales, appartiennent aux provinces. Il s'agit des terres, des eaux, des minéraux, des forêts, de la faune et, dans une certaine mesure, de l'air ambiant.

En comparaison des droits dont jouissent les gouvernements provinciaux, les droits de propriété du gouvernement fédéral concernant les ressources situées dans une province sont limités. Le gouvernement fédéral est propriétaire des parcs nationaux, des canaux et de certains autres biens-fonds situés à l'intérieur des limites d'une province. Il peut aussi se porter acquéreur de ressources par voie d'achat ou d'expropriation, à des fins relevant de sa compétence. Il détient en outre tous les droits de la Couronne sur les ressources situées en dehors des limites provinciales, c'est-à-dire dans les territoires du Nord et au-dessous des eaux territoriales du Canada.

Les deux niveaux supérieurs de gouvernement ont des pouvoirs législatifs qui dépassent les droits de propriété. Ils ont l'autorité de promulguer certaines lois concernant la gestion de l'environnement, et, dans certains cas, des lois ayant trait à des ressources possédées par d'autres gouvernements.

En dernière analyse, une riposte efficace au défi de la pollution ne dépend pas seulement d'un cadre juridique fixe, mais aussi d'une collaboration souple entre les administrations fédérale et provinciales en vue de réaliser ensemble des programmes d'intérêt commun.

How the Responsibilities are split

Although the federal government will play a leading role in working towards a cleaner environment, legal responsibility for the preservation and enhancement of our surroundings is shared in varying degrees by governments at the federal, provincial and municipal levels.

The federal and provincial governments have responsibilities based on a wide variety of legal powers, while municipalities have powers and responsibilities assigned to them by provincial legislatures.

Most natural resources (that are not privately owned) lying within provincial boundaries belong to the provinces. These include land, water, minerals, timber, wildlife and, to an extent, air space.

In comparison to the rights of provincial governments, the property rights of the federal government with respect to resources located within a province are limited. The federal government owns national parks, canals and certain other property within provincial boundaries. It can also acquire resources by purchasing or expropriating them for purposes within its legislative jurisdiction. In addition, the federal government owns all Crown rights to resources lying outside provincial boundaries—in northern territories and beneath Canada's territorial waters.

Both senior levels of government have legislative powers that go beyond ownership rights. These empower them to make a variety of laws relating to environmental management, and in some cases laws which affect resources owned by other governments.

Effective response to the challenge of pollution depends, in the last analysis, not simply on a fixed jurisdictional framework, but on a flexible cooperation between the federal and provincial governments, working together in programs of joint interest and concern.

Les responsabilités fédérales

Les premiers législateurs qui ont élaboré l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ont donné au Parlement du Canada autorité sur la pêche (dans les eaux côtières et dans les eaux intérieures) et la navigation. Ainsi, au cours des années, le gouvernement fédéral a été amené à mettre en vigueur des lois concernant la pollution des eaux fréquentées par le poisson, des eaux navigables, des ports, et de certaines zones terrestres placées sous sa responsabilité (comme par exemple les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon). La protection des oiseaux migrateurs, au Canada, a été confiée à l'administration fédérale, par suite d'une convention américano-canadienne. Bien que le gouvernement fédéral ait l'autorité de traiter les problèmes de pollution qui débordent les frontières provinciales et internationales, il travaille en fait en étroite collaboration avec les provinces pour résoudre ces problèmes.

Federal responsibilities

The early legislators who framed the British North America Act gave the Parliament of Canada responsibility for "the fisheries" (which includes both sea coast and inland fisheries) and "navigation". Thus over the years the federal government has come to enact laws concerning the pollution of waters inhabited by fish, navigable rivers, harbours and certain land areas for which there is federal responsibility (such as the Yukon and Northwest Territories). Responsibility for the protection of migratory birds in Canada also rests with the federal authorities, stemming from a Canada-United States convention. Although today the federal government has authority to deal with pollution problems that "spill over" provincial and international boundaries, in practice it has worked co-operatively with the provinces in tackling these problems.

Un nouveau ministère fédéral connu sous le nom d'Environnement Canada a été créé en juin 1971 pour diriger la lutte contre la pollution et assurer la mise en valeur et la gestion appropriées de nos ressources naturelles renouvelables. Ce ministère est chargé de lancer de vastes programmes gouvernementaux et de coordonner les initiatives visant la protection de l'environnement. Il dispense également à d'autres ministères, par l'intermédiaire de ses spécialistes, des conseils sur le plan de l'élaboration de programmes et de la préparation de règlements, en vertu des lois fédérales dont l'application est confiée à d'autres ministères.

Certains services de l'administration fédérale qui poursuivaient déjà des travaux ayant trait à l'environnement et aux ressources renouvelables, ont été intégrés au nouveau ministère et ont été organisés comme suit :

- le Service de la planification et des finances (comprenant les politiques, la planification et l'évaluation, les consultations juridiques, les affaires intergouvernementales, la coordination de la recherche, les programmes d'information, les finances, le personnel, l'informatique, la planification (installations) et les mesures d'urgence)
- le Service des pêches et des sciences de la mer
 - Éléments d'opérations et de recherches des pêches, la Direction générale des sciences de la mer
- les Services de l'environnement
 - le Service de l'environnement atmosphérique
 - le Service de la gestion de l'environnement (comprenant le Service des forêts, le Service canadien de la faune, la Direction générale des terres et la Direction générale des eaux intérieures)

Environment Canada was created as a federal government department in June, 1971, to spearhead the attack on pollution and ensure the proper management and development of the country's renewable natural resources. It has the responsibility to initiate Government-wide programs and to coordinate efforts related to environmental protection. It also provides specialist advisory services to other departments, both in the formulation of programs and the development of regulations under federal Acts assigned to other Ministers.

Elements within the federal government already involved in work related to the environment and renewable resources have been integrated into the new Department, which has been organized as follows :

- Planning and Finance Service (including policy planning and evaluation, legal advice, intergovernmental affairs, research coordination, information programs, finance, personnel, computer sciences, facilities planning and emergency measures)
- Fisheries and Marine Service
 - Fisheries operational and Research components, Marine Sciences Directorate
- Environmental Services
 - Atmospheric Environment Service
 - Environmental Protection Service
 - Environmental Management Service (including the Forestry Service, Wildlife Service, Lands Directorate and Inland Waters Directorate)

Environnement Canada s'est fixé six objectifs qui orienteront toutes ses initiatives et qui peuvent se résumer ainsi:

- Poursuivre les programmes de gestion et de recherches touchant des domaines particuliers des ressources: les pêches, les eaux, les forêts, les oiseaux migrateurs, la faune, poursuivre les recherches sur l'atmosphère et veiller aux prévisions météorologiques.
- Enrayer et contrôler la pollution. On s'attachera d'abord à la solution des problèmes les plus graves touchant la pollution de l'air, de l'eau et du sol et à la prévention de nouveaux dangers pour l'environnement.
- Apprécier et minimiser les effets d'ouvrages importants sur l'environnement. On tiendra surtout compte des importants changements dans l'emploi de l'eau et du sol pour les aménagements industriels, les détournements de cours d'eau, la construction de barrages et la mise en place d'oléoducs ou de gazoducs.
- Lancer des programme à long terme de mise en valeur de l'environnement. Le ministère doit donner l'exemple et l'appui nécessaire pour promouvoir le principe d'une planification du développement qui tienne compte des facteurs de l'environnement.
- Encourager et appuyer des initiatives touchant l'environnement sur le plan international. Les problèmes d'environnement ne connaissent pas de frontières et leur solution nécessite souvent une collaboration réelle au niveau international.
- Elaborer un programme d'information et d'éducation sur l'environnement. Les gens ont besoin de données pour former leur jugement et tracer leur plan d'action: ils s'adresseront d'abord à Environnement Canada pour obtenir des renseignements sur l'environnement, sur les causes des problèmes de pollution, sur les solutions possibles à ces problèmes et sur le coût de ces solutions.

The goals of Environment Canada

Environment Canada has established six goals on which to base its future operations. These may be summarized as follows:

- Carry on established management and research projects in specific resource areas—fisheries, water, forestry, migratory birds, wildlife—and continue atmospheric research and weather forecasting.
- Clean up and control pollution. Primary emphasis will be given to rolling back the more serious instances of air, water and land pollution already existing and to prevent the development of new environmental hazards.
- Assess and control the environmental impact of large-scale development. The focus will be on major changes in land and water use related to industrial enterprises, river diversions, construction of dams, building of oil and gas pipelines, etc.
- Initiate long-term environmental programs. The Department's role is to provide leadership and support in promoting the concept of development planning which fully recognizes environmental factors.
- Promote and support international environmental initiatives. Environmental problems ignore national boundaries and their solution often demands effective international co-operation.
- Develop an environmental information and education program. People need facts on which to base judgments and action—they will look to Environment Canada as a primary source of facts about the environment and the causes, costs and cures of pollution.

Au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a promulgué une grande quantité de lois nouvelles ou modifiées concernant la protection de l'environnement. Il s'agit notamment de:

La Loi sur les pêcheries, qui a été modifiée dans le sens d'un renforcement et d'un élargissement des moyens permettant d'empêcher la pollution des eaux fréquentées par le poisson. Des amendes de \$5,000 par jour peuvent frapper un contrevenant à la loi; les modifications apportées prévoient un mécanisme permettant de s'assurer que les nouvelles usines disposent de l'équipement antipollution approprié avant leur mise en service. Les pollueurs peuvent aussi se voir demander le coût de l'assainissement des lieux pollués.

La Loi sur les ressources en eau du Canada prévoit des consultations et des accords fédéraux-provinciaux en matière de planification globale relative à des bassins hydrographiques et de désignation de zones de gestion en matière de qualité de l'eau. La loi prévoit aussi la création d'organismes mixtes chargés de la gestion de la qualité de l'eau de même que la formation de commissions ou autres organisations chargées de réaliser des programmes polyvalents et globaux de gestion concernant les ressources en eau. La loi comporte aussi des dispositions quant au contrôle relatif aux substances nutritives, comme les phosphates dans les détergents.

La Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique donne autorité au gouvernement fédéral pour fixer des objectifs nationaux en matière de qualité de l'air et des normes nationales concernant les dégagements de substances polluantes, là où il y a danger grave pour la santé et en ce qui concerne les accords internationaux sur la lutte contre la pollution de l'air. Des directives nationales

Federal legislation

A considerable amount of new or amended legislation concerned with the protection of the environment has been introduced by the federal government over the past year or so.

The *Fisheries Act* has been amended to strengthen and expand the means of preventing the pollution of waters inhabited by fish. Fines of up to \$5,000 a day may be levied on conviction for breaches of the Act, and the new amendments also provide the mechanism to ensure that new plants install adequate pollution control equipment before they go into production. Polluters can also be assessed the costs of clean-up.

The *Canada Water Act* provides for federal-provincial consultation and agreements for comprehensive water basin planning and for the designation of water quality management areas. The Act also provides for setting up of joint agencies for water quality management, as well as establishment of commissions or other bodies to conduct comprehensive multi-purpose water resource management programs. Provision for control of nutrients, such as phosphates in detergents, is also covered by this Act.

The *Clean Air Act* gives the federal government authority to set national air quality objectives and national emission standards where there is a significant danger to health or where international agreements on air pollution control are involved. National emission guidelines are being developed to assist provinces and local governments in developing uniform regulations across Canada. Under the Act, the federal government is also empowered to regulate the composition of fuels that may be produced or imported into Canada. Authority is given to the federal government to enter into agreements with individual provinces to combat air pollution within the province or in interprovincial problem

concernant les dégagements d'agents de contamination sont en voie d'élaboration et aideront les provinces et les administrations locales à élaborer des règlements uniformes pour tout le pays. Aux termes de la loi, le gouvernement fédéral a aussi le pouvoir de réglementer la composition des combustibles qui seront produits ou importés au Canada. De même, le gouvernement fédéral a autorité pour conclure des accords avec certaines provinces afin de combattre la pollution se manifestant à l'intérieur de la province en cause, ou de s'occuper de zones interprovinciales où il existe des problèmes de pollution. Les sanctions prévues peuvent atteindre \$200,000 dans le cas de contravention à l'égard d'une norme nationale de dégagement et \$5,000 par jour dans le cas de la fabrication ou de l'importation de carburants prohibés ou dans le cas d'entorses à d'autres exigences stipulées par la loi.

La Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques a été instaurée pour protéger l'unique et délicat équilibre écologique de l'Arctique canadien. La loi dispose de strictes règles antipollution concernant des "zones de contrôle de la sécurité de la navigation" s'étendant jusqu'à 100 milles au large des côtes dans les eaux de l'Arctique, au nord du 60e parallèle.

La Loi sur les eaux intérieures du Nord prévoit la délivrance de permis en matière d'utilisation des eaux au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, et désigne dans ces régions des nappes d'eau pour la gestion qualitative des eaux.

Des modifications à *la Loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz* étendent l'autorité du gouvernement fédéral en matière de lutte contre la pollution au plateau continental submergé afin d'assujettir les activités sur le fond de la mer.

areas. Penalties can go as high as \$200,000 for contravening a national emission standard and up to \$5,000 a day for producing or importing prohibited fuels or contravening other requirements set out in the Act.

The *Arctic Waters Pollution Prevention Act* has been passed to protect the delicate and unique ecological balance of the Canadian Arctic. It lays down stringent anti-pollution regulations in "shipping safety control zones" which extend up to 100 miles offshore in Arctic waters north of the 60th parallel.

The *Northern Inland Waters Act* provides for licensing of the use of water in the Yukon and the Northwest Territories, and designated bodies of water in these areas for water quality management.

Amendments to the *Oil and Gas Protection and Conservation Act* extend federal pollution control authority over Canada's submerged continental shelf to cover activities on the seabed.

The *Canada Shipping Act* includes provisions which prohibit pollution of the atmosphere by ships, as well as provision to protect against pollution of water by discharges from vessels.

Legislation concerned with pollution control directly administered by Environment Canada includes the following:

- Canada Water Act
- Clean Air Act
- Fisheries Act
- International River Improvements Act
- Migratory Birds Convention Act.

Legislation concerned primarily with natural resources administered by Environment Canada includes:

- Coastal Fisheries Protection Act
- Eastern Rocky Mountain Forest Conservation Act
- Fish Inspection Act

La Loi sur la marine marchande du Canada comprend des dispositions contre la pollution de l'atmosphère par les bateaux, ainsi que contre la pollution des eaux par les déchets des bateaux.

Les lois traitant de la lutte contre la pollution dont l'administration relève d'Environnement Canada sont les suivantes:

- Loi sur les ressources en eau du Canada
- Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique
- Loi sur les pêcheries
- Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux
- Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs

Les lois traitant principalement des ressources naturelles dont l'administration relève d'Environnement Canada sont les suivantes:

- Loi sur la protection des pêcheries côtières
- Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales
- Loi sur l'inspection du poisson
- Loi sur le Conseil de recherches sur les pêcheries
- Loi sur le développement des forêts et la recherche sylvicole
- Loi sur la Convention relative aux pêcheries des Grands Lacs
- Loi sur la Convention concernant les pêcheries de flétan du Pacifique nord
- Loi sur la Convention pour les pêcheries de l'Atlantique nord-ouest
- Loi sur la Convention relative aux phoques à fourrure du Pacifique
- Loi sur la Convention relative aux pêcheries de saumon du Pacifique
- Loi sur la Convention concernant la chasse à la baleine

- Fisheries Research Board Act
- Forestry Development and Research Act
- Great Lakes Fisheries Convention Act
- North Pacific Fisheries Convention Act
- Northern Pacific Halibut Fishery Convention Act
- Northwest Atlantic Fisheries Convention Act
- Pacific Fur Seals Convention Act
- Pacific Salmon Fisheries Convention Act
- Whaling Convention Act

For further information contact:
Information Branch,
Environment Canada, Ottawa
K1A 0H3.

Pour de plus amples renseignements,
s'adresser à la Direction
de l'information
Environnement Canada
Ottawa, K1A 0H3

Issued under the
authority of the
Honourable Jack Davis, P.C., M.P.,
Minister, Environment Canada

Publication autorisée
par l'honorable Jack Davis, C.P.,
député, Ministre,
Environnement Canada

Prepared by the
Information Branch
March, 1972
© Information Canada
Catalogue No. EN21-273
Ottawa
Contract No. 305-3-3240
Les Presses Elite

Préparé par la Direction
de l'information
mars, 1972
© Information Canada
No. de catalogue EN21-273
Ottawa
No. de contrat 305-3-3240
Les Presses Elite

AI EP5

72E54

Environment
Canada

Environnement
Canada

Environment and the Law

L'environnement et la loi



A summary of environmental jurisdictions
and recent federal anti-pollution legislation
in Canada.

Un résumé des responsabilités en matière
d'environnement et des lois contre la
pollution adoptées récemment par le
Gouvernement du Canada.

**Environment
and the Law**

**L'environnement
et la loi**

Le partage des responsabilités

Même si le gouvernement fédéral est appelé à jouer un rôle prépondérant pour améliorer la qualité de l'environnement, la responsabilité juridique de la protection et de l'amélioration de notre milieu est partagée à divers degrés entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.

La plupart des ressources naturelles qui n'appartiennent pas à des intérêts particuliers et qui se trouvent à l'intérieur des limites provinciales, appartiennent aux provinces. Il s'agit des terres, des eaux, des minéraux, des forêts, de la faune et, dans une certaine mesure, de l'air ambiant.

En comparaison des droits dont jouissent les gouvernements provinciaux, les droits de propriété du gouvernement fédéral concernant les ressources situées dans une province sont limités. Le gouvernement fédéral est propriétaire des parcs nationaux, des canaux et de certains autres biens-fonds situés à l'intérieur des limites d'une province. Il peut aussi se porter acquéreur de ressources par voie d'achat ou d'expropriation, à des fins relevant de sa compétence. Il détient en outre tous les droits de la Couronne sur les ressources situées en dehors des limites provinciales, c'est-à-dire dans les territoires du Nord et au-dessous des eaux territoriales du Canada.

Les deux niveaux supérieurs de gouvernement ont des pouvoirs législatifs qui dépassent les droits de propriété. Ils ont l'autorité de promulguer certaines lois concernant la gestion de l'environnement, et, dans certains cas, des lois ayant trait à des ressources possédées par d'autres gouvernements.

En dernière analyse, une riposte efficace au défi de la pollution ne dépend pas seulement d'un cadre juridique fixe, mais aussi d'une collaboration souple entre les administrations fédérale et provinciales en vue de réaliser ensemble des programmes d'intérêt commun.

How the Responsibilities are split

Although the federal government will play a leading role in working towards a cleaner environment, legal responsibility for the preservation and enhancement of our surroundings is shared in varying degrees by governments at the federal, provincial and municipal levels.

The federal and provincial governments have responsibilities based on a wide variety of legal powers, while municipalities have powers and responsibilities assigned to them by provincial legislatures.

Most natural resources (that are not privately owned) lying within provincial boundaries belong to the provinces. These include land, water, minerals, timber, wildlife and, to an extent, air space.

In comparison to the rights of provincial governments, the property rights of the federal government with respect to resources located within a province are limited. The federal government owns national parks, canals and certain other property within provincial boundaries. It can also acquire resources by purchasing or expropriating them for purposes within its legislative jurisdiction. In addition, the federal government owns all Crown rights to resources lying outside provincial boundaries—in northern territories and beneath Canada's territorial waters.

Both senior levels of government have legislative powers that go beyond ownership rights. These empower them to make a variety of laws relating to environmental management, and in some cases laws which affect resources owned by other governments.

Effective response to the challenge of pollution depends, in the last analysis, not simply on a fixed jurisdictional framework, but on a flexible cooperation between the federal and provincial governments, working together in programs of joint interest and concern.

Les responsabilités fédérales

Les premiers législateurs qui ont élaboré l'Acte de l'Amérique du Nord britannique ont donné au Parlement du Canada autorité sur la pêche (dans les eaux côtières et dans les eaux intérieures) et la navigation. Ainsi, au cours des années, le gouvernement fédéral a été amené à mettre en vigueur des lois concernant la pollution des eaux fréquentées par le poisson, des eaux navigables, des ports, et de certaines zones terrestres placées sous sa responsabilité (comme par exemple les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon). La protection des oiseaux migrateurs, au Canada, a été confiée à l'administration fédérale, par suite d'une convention américano-canadienne. Bien que le gouvernement fédéral ait l'autorité de traiter les problèmes de pollution qui débordent les frontières provinciales et internationales, il travaille en fait en étroite collaboration avec les provinces pour résoudre ces problèmes.

Federal responsibilities

The early legislators who framed the British North America Act gave the Parliament of Canada responsibility for “the fisheries” (which includes both sea coast and inland fisheries) and “navigation”. Thus over the years the federal government has come to enact laws concerning the pollution of waters inhabited by fish, navigable rivers, harbours and certain land areas for which there is federal responsibility (such as the Yukon and Northwest Territories). Responsibility for the protection of migratory birds in Canada also rests with the federal authorities, stemming from a Canada-United States convention. Although today the federal government has authority to deal with pollution problems that “spill over” provincial and international boundaries, in practice it has worked co-operatively with the provinces in tackling these problems.

Environnement Canada

Un nouveau ministère fédéral connu sous le nom d'Environnement Canada a été créé en juin 1971 pour diriger la lutte contre la pollution et assurer la mise en valeur et la gestion appropriées de nos ressources naturelles renouvelables. Ce ministère est chargé de lancer de vastes programmes gouvernementaux et de coordonner les initiatives visant la protection de l'environnement. Il dispense également à d'autres ministères, par l'intermédiaire de ses spécialistes, des conseils sur le plan de l'élaboration de programmes et de la préparation de règlements, en vertu des lois fédérales dont l'application est confiée à d'autres ministères.

Certains services de l'administration fédérale qui poursuivaient déjà des travaux ayant trait à l'environnement et aux ressources renouvelables, ont été intégrés au nouveau ministère et ont été organisés en sept services: il s'agit:

- du Service de l'environnement atmosphérique
- du Service de protection de l'environnement
- du Service des pêches (comprenant l'Office des recherches sur les pêcheries)
- du Service des terres et forêts et de la faune (comprenant le Service canadien des forêts, le Service canadien de la faune et l'Inventaire des terres du Canada)
- du Service de gestion des eaux
- du Service de politique, planification et recherche, chargé de la planification de la politique, des affaires intergouvernementales et de la coordination de la recherche
- du Service financier et administratif

Environment Canada

Environment Canada was created as a federal government department in June, 1971, to spearhead the attack on pollution and ensure the proper management and development of the country's renewable natural resources. It has the responsibility to initiate Government-wide programs and to coordinate efforts related to environmental protection. It also provides specialist advisory services to other departments, both in the formulation of programs and the development of regulations under federal Acts assigned to other Ministers.

Elements within the federal government already involved in work related to the environment and renewable resources have been integrated into the new Department, which has been organized into seven Services. These are:

- the Atmospheric Environment Service
- the Environmental Protection Service
- the Fisheries Service (including the Fisheries Research Board)
- the Lands, Forests and Wildlife Service (including the Canadian Forestry Service, the Canadian Wildlife Service and the Canada Land Inventory)
- the Water Management Service
- the Policy, Planning and Research Service, responsible for policy planning, inter-governmental affairs and research coordination
- the Finance and Administration Service

Environnement Canada s'est fixé six objectifs qui orienteront toutes ses initiatives et qui peuvent se résumer ainsi:

- Poursuivre les programmes de gestion et de recherches touchant des domaines particuliers des ressources: les pêches, les eaux, les forêts, les oiseaux migrateurs, la faune, poursuivre les recherches sur l'atmosphère et veiller aux prévisions météorologiques.
- Enrayer et contrôler la pollution. On s'attachera d'abord à la solution des problèmes les plus graves touchant la pollution de l'air, de l'eau et du sol et à la prévention de nouveaux dangers pour l'environnement.
- Apprécier et minimiser les effets d'ouvrages importants sur l'environnement. On tiendra surtout compte des importants changements dans l'emploi de l'eau et du sol pour les aménagements industriels, les détournements de cours d'eau, la construction de barrages et la mise en place d'oléoducs ou de gazoducs.
- Lancer des programme à long terme de mise en valeur de l'environnement. Le ministère doit donner l'exemple et l'appui nécessaire pour promouvoir le principe d'une planification du développement qui tienne compte des facteurs de l'environnement.
- Encourager et appuyer des initiatives touchant l'environnement sur le plan international. Les problèmes d'environnement ne connaissent pas de frontières et leur solution nécessite souvent une collaboration réelle au niveau international.
- Elaborer un programme d'information et d'éducation sur l'environnement. Les gens ont besoin de données pour former leur jugement et tracer leur plan d'action: ils s'adresseront d'abord à Environnement Canada pour obtenir des renseignements sur l'environnement, sur les causes des problèmes de pollution, sur les solutions possibles à ces problèmes et sur le coût de ces solutions.

The goals of Environment Canada

Environment Canada has established six goals on which to base its future operations. These may be summarized as follows:

- Carry on established management and research projects in specific resource areas—fisheries, water, forestry, migratory birds, wildlife—and continue atmospheric research and weather forecasting.
- Clean up and control pollution. Primary emphasis will be given to rolling back the more serious instances of air, water and land pollution already existing and to prevent the development of new environmental hazards.
- Assess and control the environmental impact of large-scale development. The focus will be on major changes in land and water use related to industrial enterprises, river diversions, construction of dams, building of oil and gas pipelines, etc.
- Initiate long-term environmental programs. The Department's role is to provide leadership and support in promoting the concept of development planning which fully recognizes environmental factors.
- Promote and support international environmental initiatives. Environmental problems ignore national boundaries and their solution often demands effective international co-operation.
- Develop an environmental information and education program. People need facts on which to base judgments and action—they will look to Environment Canada as a primary source of facts about the environment and the causes, costs and cures of pollution.

Au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a promulgué une grande quantité de lois nouvelles ou modifiées concernant la protection de l'environnement. Il s'agit notamment de:

La Loi sur les pêcheries, qui a été modifiée dans le sens d'un renforcement et d'un élargissement des moyens permettant d'empêcher la pollution des eaux fréquentées par le poisson. Des amendes de \$5,000 par jour peuvent frapper un contrevenant à la loi; les modifications apportées prévoient un mécanisme permettant de s'assurer que les nouvelles usines disposent de l'équipement antipollution approprié avant leur mise en service. Les pollueurs peuvent aussi se voir demander le coût de l'assainissement des lieux pollués.

La Loi sur les ressources en eau du Canada prévoit des consultations et des accords fédéraux-provinciaux en matière de planification globale relative à des bassins hydrographiques et de désignation de zones de gestion en matière de qualité de l'eau. La loi prévoit aussi la création d'organismes mixtes chargés de la gestion de la qualité de l'eau de même que la formation de commissions ou autres organisations chargées de réaliser des programmes polyvalents et globaux de gestion concernant les ressources en eau. La loi comporte aussi des dispositions quant au contrôle relatif aux substances nutritives, comme les phosphates dans les détergents.

La Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique donne autorité au gouvernement fédéral pour fixer des objectifs nationaux en matière de qualité de l'air et des normes nationales concernant les dégagements de substances polluantes, là où il y a danger grave pour la santé et en ce qui concerne les accords internationaux sur la lutte contre la pollution de l'air. Des directives nationales

Federal legislation

A considerable amount of new or amended legislation concerned with the protection of the environment has been introduced by the federal government over the past year or so.

The *Fisheries Act* has been amended to strengthen and expand the means of preventing the pollution of waters inhabited by fish. Fines of up to \$5,000 a day may be levied on conviction for breaches of the Act, and the new amendments also provide the mechanism to ensure that new plants install adequate pollution control equipment before they go into production. Polluters can also be assessed the costs of clean-up.

The *Canada Water Act* provides for federal-provincial consultation and agreements for comprehensive water basin planning and for the designation of water quality management areas. The Act also provides for setting up of joint agencies for water quality management, as well as establishment of commissions or other bodies to conduct comprehensive multi-purpose water resource management programs. Provision for control of nutrients, such as phosphates in detergents, is also covered by this Act.

The *Clean Air Act* gives the federal government authority to set national air quality objectives and national emission standards where there is a significant danger to health or where international agreements on air pollution control are involved. National emission guidelines are being developed to assist provinces and local governments in developing uniform regulations across Canada. Under the Act, the federal government is also empowered to regulate the composition of fuels that may be produced or imported into Canada. Authority is given to the federal government to enter into agreements with individual provinces to combat air pollution within the province or in interprovincial problem

concernant les dégagements d'agents de contamination sont en voie d'élaboration et aideront les provinces et les administrations locales à élaborer des règlements uniformes pour tout le pays. Aux termes de la loi, le gouvernement fédéral a aussi le pouvoir de réglementer la composition des combustibles qui seront produits ou importés au Canada. De même, le gouvernement fédéral a autorité pour conclure des accords avec certaines provinces afin de combattre la pollution se manifestant à l'intérieur de la province en cause, ou de s'occuper de zones interprovinciales où il existe des problèmes de pollution. Les sanctions prévues peuvent atteindre \$200,000 dans le cas de contravention à l'égard d'une norme nationale de dégagement et \$5,000 par jour dans le cas de la fabrication ou de l'importation de carburants prohibés ou dans le cas d'entorses à d'autres exigences stipulées par la loi.

La Loi sur la prévention de la pollution des eaux artiques a été instaurée pour protéger l'unique et délicat équilibre écologique de l'Arctique canadien. La loi dispose de strictes règles antipollution concernant des "zones de contrôle de la sécurité de la navigation" s'étendant jusqu'à 100 milles au large des côtes dans les eaux de l'Arctique, au nord du 60e parallèle.

La Loi sur les eaux intérieures du Nord prévoit la délivrance de permis en matière d'utilisation des eaux au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, et désigne dans ces régions des nappes d'eau pour la gestion qualitative des eaux.

Des modifications à *la Loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz* étendent l'autorité du gouvernement fédéral en matière de lutte contre la pollution au plateau continental submergé afin d'assujettir les activités sur le fond de la mer.

areas. Penalties can go as high as \$200,000 for contravening a national emission standard and up to \$5,000 a day for producing or importing prohibited fuels or contravening other requirements set out in the Act.

The *Arctic Waters Pollution Prevention Act* has been passed to protect the delicate and unique ecological balance of the Canadian Arctic. It lays down stringent anti-pollution regulations in "shipping safety control zones" which extend up to 100 miles offshore in Arctic waters north of the 60th parallel.

The *Northern Inland Waters Act* provides for licensing of the use of water in the Yukon and the Northwest Territories, and designated bodies of water in these areas for water quality management.

Amendments to the *Oil and Gas Protection and Conservation Act* extend federal pollution control authority over Canada's submerged continental shelf to cover activities on the seabed.

The *Canada Shipping Act* includes provisions which prohibit pollution of the atmosphere by ships, as well as provision to protect against pollution of water by discharges from vessels.

Legislation concerned with pollution control directly administered by Environment Canada includes the following:

- Canada Water Act
- Clean Air Act
- Fisheries Act
- International River Improvements Act
- Migratory Birds Convention Act.

Legislation concerned primarily with natural resources administered by Environment Canada includes:

- Coastal Fisheries Protection Act
- Eastern Rocky Mountain Forest Conservation Act
- Fish Inspection Act

La Loi sur la marine marchande du Canada comprend des dispositions contre la pollution de l'atmosphère par les bateaux, ainsi que contre la pollution des eaux par les déchets des bateaux.

Les lois traitant de la lutte contre la pollution dont l'administration relève d'Environnement Canada sont les suivantes:

- Loi sur les ressources en eau du Canada
- Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique
- Loi sur les pêcheries
- Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux
- Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs

Les lois traitant principalement des ressources naturelles dont l'administration relève d'Environnement Canada sont les suivantes:

- Loi sur la protection des pêcheries côtières
- Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales
- Loi sur l'inspection du poisson
- Loi sur le Conseil de recherches sur les pêcheries
- Loi sur le développement des forêts et la recherche sylvicole
- Loi sur la Convention relative aux pêcheries des Grands Lacs
- Loi sur la Convention concernant les pêcheries de flétan du Pacifique nord
- Loi sur la Convention pour les pêcheries de l'Atlantique nord-ouest
- Loi sur la Convention relative aux phoques à fourrure du Pacifique
- Loi sur la Convention relative aux pêcheries de saumon du Pacifique
- Loi sur la Convention concernant la chasse à la baleine

- Fisheries Research Board Act
- Forestry Development and Research Act
- Great Lakes Fisheries Convention Act
- North Pacific Fisheries Convention Act
- Northern Pacific Halibut Fishery Convention Act
- Northwest Atlantic Fisheries Convention Act
- Pacific Fur Seals Convention Act
- Pacific Salmon Fisheries Convention Act
- Whaling Convention Act

For further information contact:
Information Branch,
Environment Canada, Ottawa
K1A 0H3.

Pour de plus amples renseignements,
s'adresser à la Direction
de l'information
Environnement Canada
Ottawa, K1A 0H3

Issued under the
authority of the
Honourable Jack Davis, P.C., M.P.,
Minister, Environment Canada

Publication autorisée
par l'honorable Jack Davis, C.F.
député, Ministre,
Environnement Canada

Prepared by the
Information Branch
March, 1972
©Information Canada
Catalogue No. En 21-272
Ottawa

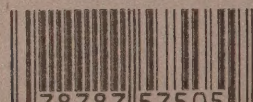
Préparé par la Direction
de l'information
mars, 1972
©Information Canada
N° de catalogue En 21-272
Ottawa

Amberg®

⊗ ESSELTE

57505

MADE IN U.S.A.



0 78787 57505 9